

La hausse du dollar conforte la croissance en France

LE DOLLAR a franchi, mercredi matin 22 janvier, la barre des 5,50 francs. Il cotait 5,52 francs, son cours le plus élevé depuis juin 1994. En deux mois, le billet vert a regagné près de 10 % de sa valeur. Le rebond de la monnaie américaine est une excellente nouvelle pour l'économie de la France.

En améliorant la compétitivité des produits français, il a un effet stimulant sur les exportations des entreprises, et donc sur le niveau de leurs investissements. Selon des simulations réalisées par les experts, la hausse du dollar se traduirait par un gain de croissance d'environ 0,5 % en 1997. Cela permettrait au gouvernement d'atteindre, sans difficulté, son objectif de progression du produit intérieur brut fixé à 2,3 %.

Lire page 20

Les islamistes du GIA menacent d'intensifier la terreur en Algérie jusqu'à la fin du ramadan

Les attentats et les massacres ont fait 150 morts depuis le début du jeûne

LA VAGUE de violence qui secoue l'Algérie depuis cinq ans redouble d'intensité. Perpétrés à quelques heures d'intervalle, mardi 21 janvier dans la capitale, deux attentats à la voiture piégée ont fait au moins 7 morts, ce qui porte à près de 150 le nombre de personnes tuées depuis le début du ramadan, le 10 janvier. Selon la presse algérienne privée, l'explosion d'un des deux véhicules, dont la cible était un autobus transportant le personnel d'un hôpital militaire, aurait été télécommandée. Cette technique, qui suppose de disposer de moyens sophistiqués, n'avait pas été employée depuis la tentative d'assassinat du ministre de la défense, le général Khaled Nezzar, le 13 février 1993.

Dans un communiqué affiché sur les murs de certaines mosquées de la capitale, et que reproduit le quotidien privé *El Watan*, le chef du Groupement islamique armé (GIA), Antar Zouabri, promet que « la guerre continuera et sera intensifiée pendant le mois du ramadan. Nous avons les moyens et les hommes pour



punir tous ceux qui ne sont pas de notre côté », affirme-t-il, avant d'ajouter : « A l'exception de ceux qui sont avec moi, tous les autres sont des apostats et méritent la mort. »

A Paris, le Quai d'Orsay s'est dit « préoccupé et choqué » par la

vague de violence qui frappe « de façon aveugle et sauvage » la population algérienne. En collaboration avec les autorités judiciaires françaises, la police allemande a effectué mardi plus d'une dizaine de perquisitions dans les milieux

islamistes de la région de Francfort. Les autorités françaises continuent de considérer la période du ramadan comme extrêmement dangereuse pour la France.

Lire page 2

Nucléaire : projet d'interdiction des intérimaires dans les zones dangereuses

LES SERVICES du ministère du travail et des affaires sociales proposent au gouvernement d'interdire le travail précaire dans les zones potentiellement dangereuses des installations nucléaires. Cette mesure concernerait plusieurs milliers de personnes. Les intérimaires sont les plus exposés : en 1994, un rapport avait établi que les salariés de la sous-traitance nucléaire avaient intégré « 80 à 85 % des doses radiologiques annuelles supportées par l'ensemble des salariés intervenant en zone contrôlée ».

D'autre part, la polémique continue sur les cas de leucémie à la Hague. Le gouvernement a chargé un comité scientifique de conduire une nouvelle enquête épidémiologique dont les résultats seront rendus publics en juin.

Lire pages 8 et 25

Justice : M. Juppé réservé

Selon le premier ministre, la réforme de la justice n'a pas pour objectif de « refaire le monde ». p. 6 et 17

Hausse de la TVA en Allemagne

Le gouvernement débat actuellement de son projet de réforme fiscale. La TVA devrait passer à 16 %. p. 4

Le CSA à l'écoute des radios

Après le renouvellement de trois de ses membres, le CSA va se saisir du dossier complexe des radios. p. 33

Mémoire de l'eau

Dernière partie de notre enquête : Jacques Benveniste reconnaît les imperfections de son système, mais le doute n'est pas levé. p. 14 et 15

Le Zaïre lâche son ambassadeur

Le président Mobutu a annoncé, mardi, qu'il mettait fin aux fonctions de son ambassadeur en France. Ce dernier avait provoqué la mort de deux adolescents à Menton. p. 9

Un jardin en hiver

Dans notre rubrique Pratique, les précautions indispensables à la bonne tenue des pelouses. p. 28

20 milliards de budget « gelés »

Le ministère du budget compte proposer un plan de gel de crédits de 20 milliards de francs. p. 36

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 380 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KR ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 123 - 7,00 F



La Bibliothèque François-Mitterrand à l'ombre d'un camp nazi

EN CONSACRANT un long reportage au site de la Bibliothèque nationale de France, dans le quartier de Tolbiac, à Paris, l'hebdomadaire allemand *Die Zeit* qui paraît jeudi 23 janvier a buté sur un souvenir de la Shoah : le « camp d'Austerlitz ». Au 43, quai de la Gare, à quelques mètres à peine de l'emplacement de la BFM, a existé, de novembre 1943 à la libération de Paris, en août 1944, une dépendance du camp de Drancy, point de départ des convois de juifs à destination des centres d'extermination de Pologne. Plusieurs centaines de femmes et d'hommes juifs, « conjoints d'aryen » - selon la terminologie du temps -, y ont été prélevés de Drancy, entassés, et affectés au triage des meubles, fourrures et livres abandonnés dans les appartements des juifs.

D'après le témoignage de Jacqueline Jacob-Delmas, recueilli dans le *Calendrier de la déportation des juifs de France* de Serge Klarsfeld, édité par Les Fils et filles des déportés juifs de France, les détenus vivaient dans une « bâtisse de quatre étages (...). Au premier se trouvait le dortoir, où nous étions quatre cent cinquante, hommes et femmes mêlés (...). Dans les trois autres étages étaient installés des

"stands" de toute sortes, on se serait cru aux Galeries Lafayette. Et au rez-de-chaussée était installé un centre de triage. Car il nous arrivait chaque jour de Paris et de sa banlieue tout ce que les Allemands avaient démantelé des appartements de juifs arrêtés par rafle ou sur dénonciation ».

L'ouverture de cette « antenne » de Drancy est une conséquence de l'« Aktion-M » (opération meubles) menée par les Allemands à partir de janvier 1942. Objectif : expédier tout le mobilier saisi à l'Ouest pour le distribuer aux Allemands installés dans les territoires conquis sur l'URSS. Le responsable de cette opération n'était autre que l'idéologue du régime nazi Alfred Rosenberg, ministre pour les régions occupées à l'Est. Un rapport du 8 août 1944 de la Dienststelle Westen (le bureau Ouest) de l'Einsatzstab Rosenberg, l'organisme qui administrait le « camp d'Austerlitz », établit l'impressionnant bilan de cette activité de pillage organisé, qui mobilisait jusqu'à 150 camions par jour : « 69 619 appartements juifs ont été saisis (...) pour ce transfert ; il fut utilisé, en y ajoutant quelques livraisons complémentaires, 26 935 wagons, soit 674 trains. » D'après l'historien Raul Hilberg,

le nombre des appartements parisiens concernés s'élève à 38 000.

Si une plaque rappelle en termes généraux ce sinistre souvenir et la présence d'un Arbeitslager dans cette zone ferroviaire du treizième arrondissement, certains riverains craignent que le bouleversement du quartier, consécutif à l'ouverture de la bibliothèque, ne vienne balayer aussi ce témoignage de la persécution. Depuis plus de dix ans, Claude Benignor et Marie Guastalla mènent ce combat avec l'aide du Centre de documentation juive contemporaine à Paris. « N'est-il pas étrange de penser que ce monument [la Bibliothèque François-Mitterrand] qui rassemble tout le savoir de la nation a été érigé au pied d'un camp ? », dit Claude Benignor, lequel souhaite la prise en compte publique d'une mémoire en voie de disparition qui fait partie intégrante de l'histoire de Paris. L'écrivain allemand Walter Benjamin, qui avait fui en France les persécutions nazies, l'avait écrit, rappelle *Die Zeit* : « Il n'y a pas de document de la culture qui ne soit en même temps un document de la barbarie. »

Nicolas Weill

Lire page 25

La mère des langues

LES CINQ ou six mille langues répertoriées aujourd'hui dans le monde auraient toutes une origine unique, un idiome préhistorique parlé par tous nos ancêtres il y a 50 000 ans.

Développée par le linguiste américain Merritt Ruhlen, cette thèse concorde avec les études de génétique des populations, mais elle est loin de faire l'unanimité chez les spécialistes.

Faute de traces du parler des hommes des cavernes, les chercheurs tentent de remonter le temps en analysant les ressemblances lexicales et grammaticales de toutes les langues. Ces recherches de bénédictins leur ont permis de rassembler toutes les langues en une douzaine de familles.

Lire page 25

L'Etat et les risques de la flexibilité

« NOUS SOMMES tous des Corens du Sud ! » L'apostrophe lancée il y a quelques jours par le président de la CFTC, Alain Deleu, a bien résumé la réponse des syndicats à l'accroissement de la flexibilité du marché du travail, évoquée par Alain Juppé fin 1996, réclamée par le patronat et défendue par la majorité RPR-UDF. De la CGT aux cadres de la CFE-CGC, de FO à la CFDT, qui reste pourtant la plus ouverte à des « adaptations » (*Le Monde* du 21 janvier), ils se sont tous élevés contre la suggestion du premier ministre, pourtant formulée avec d'innombrables précautions, d'« assouplir un certain nombre de règles » afin que les entreprises, notamment les PME, puissent à la fois licencier et embaucher plus facilement.

Faut-il le rappeler ? Licencier n'est pas difficile en France, même si la longueur de certaines procédures est le prix à payer pour que les salariés ne deviennent pas une marchandise jetable. Trop longues, semble-t-il, au goût du président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME), qui demandait récemment au gouvernement de « faire voler en éclats toutes les contraintes du droit du travail ».

Lucien Rebuffel, qui a parfois l'oreille du président de la République, devra néanmoins attendre : Jacques Chirac n'a pas l'intention de jeter le code du travail aux orties.

Il s'est même montré apaisant, au cours de son entretien télévisé du 12 décembre 1996, en soulignant que la « connotation antisociale » du mot « flexibilité » ne lui plaisait guère. A la recherche d'un modèle capable de concilier les contraintes de la globalisation et le maintien de la cohésion sociale, il doit trouver le point d'équilibre entre l'ultralibéralisme sans complexe de la Grande-Bretagne et l'Etat social très coûteux de l'Allemagne.

Ce message de prudence a été entendu par M. Juppé. Après avoir lancé le débat, il ne l'a pas relancé, laissant au ministre du travail, Jacques Barrot, le soin de sonder le patronat et les syndicats. Malgré la pression de personnalités comme Raymond Barre et Edouard Balladur, le gouvernement devrait se montrer prudent jusqu'aux élections législatives de 1998.

Jean-Michel Bezat

Lire la suite page 16

Cité des femmes



AGNÈS VARDA

DE ET DIEU créa la femme à Y aura-t-il de la neige à Noël ?, de La Cité des femmes à Jules et Jim, plus de cent films seront présentés pendant deux mois à la Vidéo-thèque de Paris sur le thème de l'émancipation des femmes. Débats et documentaires complètent le programme. Agnès Varda proposera une sélection personnelle de treize films.

Lire pages 29 à 32

International.....	2	Aujourd'hui.....	25
France.....	6	Mots croisés.....	26
Société.....	8	Météorologie.....	28
Carnet.....	10	Culture.....	29
Régions.....	11	Guide culturel.....	32
Annonces classées..	11	Communication.....	33
Horizons.....	14	Abonnements.....	34
Entreprises.....	20	Radio-Télévision.....	34
Finances/marchés..	22	Kiosques.....	35

PHILIPPE DJIAN CRIMINELS

roman



Ph. J. Szwarc © Gallimard

GALLIMARD